

3 Avril 2023 : Assemblée Générale de la COEH

**La place des partenaires de la COEH dans un contexte de crise :
Leur Analyse du contexte en Haïti et leurs regards sur les enjeux**

1. Salutations et mise en contexte

Au nom des organisations haïtiennes partenaires des membres de la COEH et en mon nom personnel, je salue tous ceux et celles qui participent à cette assemblée générale en présentiel ou à distance.

Comme vous le savez tous et toutes déjà, la situation actuelle d'Haïti est extrêmement grave. La crise généralisée (politique, sociale, économique, environnementale, humanitaire, etc.) qui frappait le pays depuis de longues années, a explosé.

Désormais, la vie quotidienne d'Haïti est ponctuée de nouvelles sur les dernières exactions des gangs contre une population sans défense, contre de paisibles citoyens qui ont tout fait pour vivre dans leurs pays, contre des enfants en salle de classe, des passants qui vauaient à leurs occupations ordinaires, contre des femmes, des fillettes, sans défense, etc.

Rien que pour vous donner une idée, au Bel Air, un quartier de Port-au-Prince situé à proximité du Palais national, seulement en quelques jours (entre le 27 février et le 5 mars 2023), 80 personnes ont perdu la vie et 60 sont portées disparues, sans compter les nombreuses maisonnettes incendiées avec tous les biens à l'intérieur. Ainsi opèrent les gangs tous les jours.

Après avoir conquis pratiquement tous les quartiers de la zone métropolitaine de Port-au-Prince sans aucune résistance réelle d'une quelconque force armée en Haïti, les gangs sont en train de s'installer tranquillement dans des zones stratégiques des provinces, notamment dans l'Artibonite, principal grenier du pays. Désormais, il est devenu difficile et périlleux de se rendre dans l'Artibonite. Les grands marchés de produits agricoles, notamment l'Estère et Pont Sondé, sont presque inaccessibles.

Que veulent ces groupes armés ? Personne ne sait. Certains parlent de guerre civile ? Mais ce n'en est pas une, selon tous les experts. Ceux qui tuent, qui séquestrent, s'attaquent à tout le monde : pauvres ou riches sans distinction de sexe, de professions, de zones de résidences, d'âge, etc. Ils ne précisent pas leurs objectifs, il n'y a apparemment pas une idéologie qui oriente leurs actions. Ils n'ont pointé du doigt aucun adversaire, excepté qu'ils tuent de plus en plus de policiers. Cependant,

derrière leurs actions se dessine clairement une stratégie d'assiéger au fur et à mesure la capitale et de contrôler les zones les plus productives et bastions des votes. Leur seul objectif semble être de vouloir profiter de l'absence totale de l'Etat, de l'effondrement de toutes les institutions publiques et surtout de l'impunité et de la complicité dont ils bénéficient au plus haut niveau, pour piller et asservir la population.

Cette nouvelle phase de la crise haïtienne avec le développement et progression arrogante des groupes armés sur le territoire national a de graves conséquences au niveau individuel et collectif, sur le plan politique, social, économique, environnemental.

2. Regard de plusieurs organisations de la société civile et des ONG en Haïti sur la situation du pays en 2023.

Les impacts les plus importants de cette situation inacceptable ont été mis en évidence par des partenaires des organisations membres de la COEH et autres observateurs et observatrices évoluant en Haïti qui ont bien voulu participer à un sondage que nous avons effectué dans le cadre de la préparation de cette présentation pour la première assemblée générale de la COEH pour l'année 2023.

Une trentaine d'organisations faisant partie d'associations, d'ONG, de plateformes, de fédérations, ont été sollicitées pour participer à cette réflexion. Certaines, avant de me répondre, ont organisé des réflexions en groupe autour des questions posées. Profitant d'un atelier dans le Nord-Est, je me suis réunie avec une vingtaine de représentants d'organisations qui y participaient. Une ONG britannique, a partagé avec nous des réflexions qu'elles avaient réalisées avec ses propres partenaires haïtiens autour de la situation.

Trois (3) questions ont été posées:

- 1. Comment voyez-vous Haïti en 2023 ?**
- 2. Face à la situation qui sévit dans le pays, qu'attendez-vous des partenaires européens ?**
- 3. Sur quels sujets précis, selon vous, devait porter des actions de plaidoyer en Europe concernant Haïti dans le contexte actuel ?**

2.1. Opinions des organisations haïtiennes sur la situation du pays en 2023

Nous reportons ici les réponses fournies par les personnes/organisations consultées, lesquelles tournent autour de cinq (5) grands points : Insécurité/Sécurité, Gouvernance et Diplomatie, des considérations du point de vue social, économique et les Droits Humains.

a) Insécurité/Sécurité

- Nous sentons que nous sommes en train de vivre une situation de guerre qui ne dit pas son nom. En 2023, l'insécurité, le banditisme avec les kidnappings, les rias des groupes armés, les tueries et incendies ont pris une ampleur sans précédent. Dans le passé, on a eu des régimes qui se sont associés à des groupes armés, mais jamais à ce niveau.

- On ne se sent nulle part en sécurité. La zone métropolitaine de Port-au-Prince et l'Artibonite sont des zones rouges. Mais des gangs essaient de se disséminer dans tout le pays.
- A Port-au-Prince, personne ni aucun quartier n'échappe à la furie des groupes armés qui ne sont pas freinés dans leur mouvement et leur progression. Ils contrôlent presque tous les quartiers de Port-au-Prince.
- La Police a annoncé avoir abattu ici et là quelques bandits, mais sans aucun effet notable sur les agissements de ces derniers qui contrôlent aussi bien des quartiers populaires que résidentiels.
- Beaucoup de complicités sont notées entre les gangs, la police et le gouvernement. Ce qui rend la population confuse et prudente quand il faut fournir des informations qui permettraient de freiner les gangs.
- Le Canada, poussé par les Etats a fait penser qu'il pouvait faire quelque chose face à l'insécurité grandissante. Mais après des semaines d'exploration du ciel et des eaux territoriales d'Haïti, il s'est décliné sous prétexte d'être trop occupé avec les Ukrainiens et après avoir participé à plusieurs conférences internationales sur Haïti, mais sans les haïtiens. Le peuple d'Haïti, dans sa grande majorité, n'a jamais donné foi à ces annonces de bonnes intentions et dans ce sens n'est pas trop déçu, d'autant plus qu'il n'avait jamais accepté l'idée d'une « intervention militaire rapide », comme sollicité par M. Ariel Henry qui ne fait rien pour garantir sa sécurité. Le peuple a toujours su qu'il doit toujours su qu'il ne devait compter que sur lui-même pour éradiquer ce mal qui le ronge, même s'il peut bénéficier dans certains cas d'appuis de pays amis qui veulent bien l'aider.

b) Gouvernance et diplomatie

- Nous sommes sans défense avec une équipe qui contrôle l'appareil de l'Etat, qui prétend diriger le pays mais qui ne fait rien et qui n'a aucune sensibilité pour la souffrance du peuple haïtien.
- Aucun effort de la part du gouvernement pour mobiliser la population, lui donner des directives, pour savoir comment se protéger. Même pas la mise à disposition de numéros de téléphone où elle peut appeler pour demander secours ou pour signaler une information.
- Les institutions de contrôle n'existent plus. Il n'y a qu'un seul maître à bord : M. Ariel Henry qui assume le poste de Premier Ministre, qui se donne de temps en temps des prérogatives de président et qui est en même temps Ministre de l'Intérieur. Voilà pourquoi les gens l'appellent « Roi Henry », car sans aucune légitimité, il concentre entre ses mains tous les pouvoirs, sans rien faire avec.
- Malgré leur échec patent, sans mandat, sans agenda et sans légitimité, les dirigeants actuels d'Haïti se maintiennent au pouvoir grâce à l'appui inconditionnel d'une communauté internationale qui les soutient sans réserves.
- Absence totale de leadership pour gérer la crise. Les efforts de dialogue, de concertation sont à chaque fois bousillés, souvent par une communauté internationale qui veut imposer son propre agenda ou par des politiciens sans objectifs et sensibilité pour le pays. Exemple, la signature de l'accord de décembre 2022 et la constitution du Haut Conseil de Transition (HCT). Tout a été fait sur mesure pour plaire à Mme La Lime, cheffe du Binuh (Bureau intégré des Nations Unies en Haïti) afin de lui permettre de clôturer « sa carrière en Haïti », avec satisfaction et faire bonne figure devant le Conseil de Sécurité. A noter que cette diplomate américaine très décriée vient tout juste d'être remplacée par une équatorienne.

- Cette communauté internationale qui n'a de cesse de publier des chiffres sur le niveau de dégradation des conditions de vie en Haïti, a pourtant applaudi des deux mains l'augmentation à plus de 100%, et d'un jour à l'autre, des prix des produits pétroliers, faisant ainsi doubler les prix de tous les produits de première nécessité au mépris des mouvements de protestation contre cette décision qui a contribué à plonger davantage le peuple haïtien dans la misère. Aujourd'hui (fin mars), plus de 5 millions de personnes ont besoins d'assistance humanitaire dont 4.9 millions souffrent d'insécurité alimentaire grave (Phase 3 à 5).
- L'international, à travers le BINUH et le Core Groupe, joue selon nous, un très mauvais jeu et un rôle cynique en Haïti. Il faut les dénoncer.
- Il est évident que cette communauté internationale a son plan pour Haïti. Elle veut coûte que coûte organiser des élections quelles que soient les conditions et refaire la Constitution du pays. C'était le plan avant l'assassinat de l'ex-président Jovenel Moïse et c'est encore le plan aujourd'hui.
- Binuh et Core Groupe appuient surtout les mêmes groupes de pouvoir qui sont pour la plupart de connivence avec les gangs et non avec le peuple qui souffre.
- Des sanctions économiques et des interdictions d'entrées sur leurs territoires ont été annoncées par le Canada et les Etats-Unis à l'encontre de certains dignitaires et hommes politiques qui seraient mêlés dans des actes de corruption et d'appui aux gangs. Le peuple haïtien avait bien accueilli ces dispositions qu'il jugeait cependant très sélectives. Mais dans la réalité leurs effets ne sont pas encore visibles.

c) La situation sur le plan social

- Migration massive tant interne qu'externe. Nous recevons dans les villes et communautés plus paisibles de l'intérieur du pays de nombreuses personnes, surtout des jeunes qui décident de rentrer chez eux, parce qu'ils ne peuvent plus vivre dans les quartiers où ils habitaient et parce qu'ils n'ont plus d'activités dans la capitale. Parfois ils arrivent avec des amis qui n'ont pas un endroit où aller. Ces retours spontanés en milieu rural ont de graves conséquences sur les ressources des familles.
- Nous avons beaucoup de craintes en constatant l'augmentation incessante de l'insécurité alimentaire qui a atteint des proportions inquiétante.
- De nombreuses personnes, certaines bien installées avec une maison et un emploi, sont en train de laisser le pays. Cela a un grand impact sur le fonctionnement des organisations qui perdent des cadres ayant un bon niveau de formation et d'expérience.
- Plusieurs écoles dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince ont dû fermer leurs portes pour ne pas risquer la vie des enfants, ou parce qu'ils refusent de payer les fortes rançons réclamées par des gangs pour garder leurs portes ouvertes. D'autres écoles sont carrément occupées par des groupes armés qui les utilisent comme leurs bases. De nombreux parents, ne pouvant pas payer les frais d'écolage, n'envoient plus les enfants à l'école.

d) La situation sur le plan économique

- La pauvreté en Haïti a considérablement augmenté. Les rançons exigées à chaque kidnapping et la perte des emplois et moyens de survie contribuent à aggraver cette situation.

- De nombreuses entreprises ont fermé leurs portes et les activités économiques informelles difficiles à tenir, dans un contexte de grande insécurité dans les rues.
- Le chômage bat son plein, car de nombreux emplois sont perdus.
- Les membres de la diaspora continuent d'envoyer de l'argent à leurs familles en Haïti. Mais les haïtiens à l'étranger ont de plus en plus de difficultés pour venir dans leur pays. Ce qui fait diminuer les ressources qui circulent dans les familles ou dans les communautés de forte migration.
- La sécheresse se prolonge. Nous sommes au début d'avril et les pluies ne sont pas encore arrivées pour permettre aux agriculteurs de semer. A rappeler que la majorité des agriculteurs dépendent de la pluie pour cultiver leurs terres. Nous risquons de perdre complètement la campagne agricole du printemps qui devait débiter depuis le 21 mars. Nous commençons à avoir des pénuries d'eau et de nourriture dans plusieurs régions.
- Tout le monde est touché par cette crise. Mais l'impact est très important sur les paysans, les commerçants et commerçantes du secteur informel, qui vivent au jour le jour, en raison des difficultés de faire circuler les produits, de s'approvisionner en intrants ou de faire tourner leurs commerces.
- L'inflation en rythme annuel a déjà atteint les 50% au cours des six)6) premiers mois de l'année fiscale. Difficile de tenir un budget, de faire des prévisions. Les planifications sont devenues extrêmement difficile à cause des variations des prix.
- A signaler de temps en temps la crise de cash et de dollars en raison de leur non-disponibilité dans les banques. Il existe aussi la crise du taux de change qui est très instable avec toutes les conséquences sur les prix et les budgets. Aujourd'hui(3 avril 2023) le dollar se vend à plus de 160 gourdes sur le marché informel.
- Quant au carburant, il se vend désormais sur le marché informel et non plus dans les pompes à essences. On peut trouver à gogo de l'essence à la porte des pompes, mais pas une goutte dans une pompe normale.

e) Au niveau des droits humains

- En Haïti, aujourd'hui, c'est la négation totale de tous les droits humains fondamentaux : politique, économique, sociaux et culturels. On n'a qu'à regarder ce qui se passe avec les prisonniers qui restent en détention pendant plusieurs mois, voire année, sans être entendus par un juge, le droit à l'éducation, à la santé, à l'eau, etc. sont violés. Le droit à la participation ignoré, le droit de vivre dans un environnement sans violence ignoré, etc. De nombreuses femmes et fillettes sont victimes de viols lors des rasias des groupes armés.
- Une négation totale aussi de l'Etat face à ses responsabilités régaliennes. On ne sait plus qui est en charge de quoi.
- Les organisations internationales qui font signer des conventions où sont précisées ces obligations (Les Nations Unies par exemple avec une mission dans le pays, le BINUH), ne font aucune pression sur les dirigeants actuels d'Haïti qui ont l'appareil de l'Etat en leurs mains pour respecter leurs obligations.
- Le gouvernement est complètement indifférent et ne fait rien ni contre le banditisme, les kidnappings, ni contre l'insécurité alimentaire, l'absence de services de bases, etc.. Ce gouvernement viole les droits de la population par action et par omission et devrait être jugé pour non-assistance à personnes en danger.

2.2. Conclusions sur la situation d'Haïti en 2023

Selon la plupart des sondés, l'avenir d'Haïti demeure incertain et cela pousse de nombreuses personnes dans le désespoir. En 2023, nous courrons le risque d'avoir encore des milliers de morts, si rien ne change dans le contexte. Le risque de voir aussi le pays divisé en plusieurs petits morceaux existe. Déjà, certaines parties du territoire et des tranches importantes de population n'évoluent plus, depuis plusieurs mois, sous le contrôle de l'Etat, sinon de celui des gangs.

La majorité des personnes ayant répondu à nos questions pensent que la sortie de la crise passe par la démission de M. Ariel Henry comme premier ministre et la mise en place des conditions pour l'organisation de véritables élections.

Selon certains analystes et une bonne partie de la population, aussi longtemps que ce gouvernement inactif et insensible reste à la tête du pays tout en continuant de bénéficier de l'appui international, rien ne bougera, ou du moins la descente aux enfers se poursuivra. Pour eux, cette mise à genoux d'Haïti aurait deux objectifs :

- a) Détruire toute possibilité d'un rebondissement social dans le sens d'un changement profond de la situation en affaiblissant totalement le mouvement social né dans le contexte de chute de la dictature (bien avant 1986), lequel mouvement est aujourd'hui fatigué de tant de luttes infructueuses.
- b) Créer des conditions pour l'exploitation de certaines ressources dont dispose le pays sans trop de revendications sociales et faciliter l'injection dans l'économie de capitaux acquis dans des conditions douteuses au cours des dernières décennies (Fonds Petro Caribe entre autres et même les fonds pour la Reconstruction d'Haïti après le tremblement de terre du 12 janvier 2010).

Mais tout le monde n'est pas découragé. Il y en a qui croient encore en un avenir meilleur pour Haïti. Certes, la résistance est devenue très difficile et dangereuse. Se mobiliser, n'est pas du tout facile, avec un tel régime de terreur. Mais on peut faire quelque chose.

Ceux et celles qui font partie de cette catégorie d'optimistes pensent que le contexte actuel nous offre certaines opportunités pour reconstruire le pays sur de nouvelles bases en commençant par les provinces, les sections communales, trop longtemps négligées. L'avenir, selon eux, dépendra de la capacité des forces sociales progressistes à faire une unité historique de peuple en se mettant d'accord sur quelques objectifs spécifiques au niveau politique, économique et social. Dans cette perspective, voici quelques idées émises par les plus optimistes :

- Eviter à tout prix l'immobilisme. Ne pas se croiser les bras. Continuer à travailler, surtout dans le secteur agricole, l'éducation, les droits humains, là où c'est possible.
- Tous les signes montrent qu'en 2023, l'insécurité alimentaire va s'agrandir. Il faut mener des actions structurantes pour contrer la faim, tout en évitant de plonger davantage dans l'assistanat en faisant ou en menant des interventions qui pourraient avoir des impacts négatifs sur le travail agricole.
- Les paysans ont appris depuis longtemps qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Ils ont, au fil des ans, développé des stratégies de survie et de résistance. Dans l'impossibilité de compter sur l'appui d'un gouvernement qui n'existe pas, nous devons

continuer à travailler, pour forger notre avenir. C'est le moment d'être plus solidaire avec les gens du monde rural pour trouver des stratégies novatrices qui peuvent aider à faire circuler les produits, alors que la libre circulation est difficile et pour les conserver pendant les périodes de récolte.

- Dans certaines zones, en raison de la sécheresse qui se prolonge et l'évidence de la perte de la saison du printemps, des paysans commencent à prendre des mesures pour mettre en terre des produits plus résistants. C'est une bonne occasion pour insister sur les stratégies d'adaptation aux changements climatiques en proposant aux paysans des techniques et cultures plus résistantes.
- Nous sommes en train de vivre une longue période de sécheresse qui risque de continuer dans les prochains mois et années. Il faut commencer à promouvoir des stratégies nouvelles, alternatives de meilleure gestion et préservation de l'eau.
- Dans certaines zones, la situation sécuritaire n'est pas aussi alarmante comme elle est à Port-au-Prince. Nous devrions en profiter pour éduquer davantage la population de ces zones sur ses droits en organisant des débats par exemple sur le droit à la participation pour préparer les gens à de meilleurs choix lors des prochaines élections et pour continuer à promouvoir l'idéal démocratique afin d'éviter de sombrer dans l'anarchie ou de revenir à la dictature.

3. Les attentes des organisations haïtiennes de la part de leurs partenaires européens

Les attentes formulées ont une forte connotation politique et portent beaucoup sur la diplomatie et la gouvernance. Quelques-unes touchent d'autres aspects, dont des actions de solidarité et de support envers les partenaires pour leur permettre de continuer d'exister.

3.1.GOUVERNANCE ET POLITIQUE

Voici les propositions qui ont été faites :

a) *Solidarité pour sortir Haïti de l'isolement en attirant l'attention de l'opinion publique internationale sur la situation actuelle du pays.* Se montrer proches et solidaires du peuple haïtien, des partenaires, en communiquant plus fréquemment avec ces derniers et informer davantage sur Haïti. Sur ce point, nous souhaitons que les partenaires européens informent l'opinion publique de leurs pays sur les violations systématiques des droits fondamentaux de la population haïtienne (aussi bien les droits civils et politiques que les droits économiques, sociaux et culturels). Nous leur demandons d'insister sur l'aggravation de la situation des groupes les plus vulnérables, notamment les enfants, les prisonniers, les femmes, les habitants des quartiers populaires, les paysans, etc. dont la situation se dégrade sous l'œil indifférent des dirigeants. Faire ressortir le non-respect par ces dirigeants de leurs obligations, conformément aux principes internationaux et le silence complice des institutions internationales comme l'ONU qui appuient un tel gouvernement qui ne respecte aucune des conventions internationales dont Haïti est signataire. Parler de la destruction en silence d'un peuple, de la perte au fur et à mesure du contrôle de son territoire, de sa souveraineté et de la confiscation de son droit d'auto-détermination par d'autres groupes et gouvernements étrangers.

b) *Faire ressortir les efforts de résistance et de résilience du peuple haïtien.* Montrer que malgré la situation, ce peuple héroïque ne reste pas immobile et fait des efforts, quoique encore insuffisants, pour prendre en main son destin. Parler des différentes formes que prend cette résistance que ce

soit par rapport à l'insécurité, le banditisme, l'insécurité alimentaire et autres maux qui rongent le pays.

c) Dénoncer l'appui sans réserve fourni par la communauté internationale au gouvernement de Ariel Henry. Il faut questionner le comportement des pays européens et de l'Union Européenne qui appuient ce gouvernement illégitime, sans programme, sans mandat, ni calendrier et qui laisse périr dans l'indifférence une population en danger.

d) Demander aux pays européens de participer aux efforts pour combattre l'impunité, la corruption en Haïti et le trafic d'armes en Haïti. Cela pourrait se faire si ces pays participent aussi à l'identification des principaux responsables de trafic d'armes et de munitions, de trafic d'influence et de corruption en Haïti et dans l'application des sanctions prises à leur encontre.

e) Dénoncer les agissements du Core Groupe, demander sa dissolution et le retrait de l'UE de ce groupe qui, à notre avis, joue un très mauvais rôle dans la vie politique d'Haïti.

f) Exiger de l'ONU, la reconnaissance de son rôle dans la détérioration de la situation socio-politique en Haïti, notamment le rôle de Mme La Lime, ex-cheffe du BINUH (Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti) dans le renforcement des groupes armés, à travers la création du G-9 et Alliés, cette fédération des groupes armés de la capitale responsables de plusieurs massacres. Demander la fermeture du BINUH et une révision totale de la présence des Nations-Unies en Haïti.

g) Faire pression pour l'organisation d'élections crédibles avec une grande participation populaire. La majorité des personnes rencontrées veulent la tenue d'élections en Haïti pour remettre en place les institutions, mais pas dans n'importe quelles conditions. Elles souhaitent que ces joutes se fassent sous le leadership d'un nouveau gouvernement haïtien responsable qui a la confiance de la population et dans un environnement sécuritaire où les groupes armés ne peuvent pas faire la loi.

3.2. ACTIONS DE SOLIDARITÉ ET DE SUPPORT

h) Ne pas fuir Haïti. Rester plutôt connectés avec le pays. Cette proposition s'adresse aux ONG étrangères, notamment celles de l'Europe pour ne pas plier bagage dès que la situation dégénère, comme c'est la tendance actuellement. Les représentants/tes des organisations rencontrées recommandent aux ONG européennes partenaires de faire l'effort nécessaire pour trouver des stratégies afin de continuer à appuyer des organisations de la société civile qui mettent en œuvre des projets porteurs d'avenir et/ou qui luttent pour une rupture avec le mode de gouvernance actuelle.

i) Appuyer des initiatives pour une meilleure gestion, préservation et exploitation de l'eau disponible, telle que construction de citernes, de lacs collinaires pour le stockage de l'eau de pluie, construction de petits systèmes d'irrigations, etc., en vue de faire face à la sécheresse. Aider les ONG à mieux accompagner les agriculteurs pour que ces derniers puissent bien exploiter les surfaces irriguées et irrigables et supporter les paysans pour qu'ils/elles puissent résister aux changements climatiques.

j) Appuyer des activités à haute intensité de main d'œuvre qui peuvent contribuer à la création de milliers d'emplois pour les jeunes désemparés ou qui peuvent apporter des revenus aux familles les plus pauvres, afin de faire reculer l'insécurité alimentaire.

k) Contribuer aux débats pour la réorientation de l'aide humanitaire à Haïti. Cela peut se faire en promouvant le Nexus qui établit de nouveaux principes pour l'aide humanitaire dans un pays en crise, notamment la recherche de partenariat et la participation des communautés locales et des groupes vulnérables. Développer des stratégies pour éviter de renforcer l'assistanat ou de nuire aux efforts de production locale, mais redonner de préférence aux gens confiance en eux-mêmes.

l) Continuer à parler positivement d'Haïti comme une terre d'accueil malgré les difficultés en mettant l'accent sur les richesses naturelles, culturelles et historiques du pays.

4. Propositions de thèmes pour le Plaidoyer

- Retrait de l'Union Européenne (UE) et des gouvernements européens du Core Groupe. Dissolution de ce groupe et cessation de sa domination sur Haïti.
- Désolidarisation des gouvernements européens et de l'UE à M. Ariel Henry qui plonge chaque jour Haïti dans la crise, qui nie de manière systématique les droits fondamentaux de la population haïtienne et qui la laisse périr sans la défendre, ni la protéger. Appui de préférence à la mise en place d'un gouvernement qui peut prendre les rênes du pays, créer les conditions sécuritaires et organiser des élections libres et démocratiques.
- Appui à l'organisation d'élections libres dans un contexte sécuritaire et sous un nouveau leadership haïtien. Faire ressortir dans ce plaidoyer que les élections frauduleuses ou des résultats dictés par l'International au cours des dix à 15 dernières années ont contribué à aggraver les crises en Haïti.
- Le droit du peuple haïtien de choisir librement ses dirigeants et son droit à l'auto-détermination.
- Décisions fermes et soutien clair aux sanctions pour aider à bloquer le trafic d'armes et de munitions, la corruption et l'impunité en Haïti.
- Versement dans le patrimoine de l'Etat haïtien des fonds et biens saisis à l'étranger dans le cadre de l'application des sanctions.
- Nécessité pour les institutions européennes de supporter l'Etat de Droit en Haïti, la construction démocratique et non des arrangements entre copains qui ne mènent nulle part.
- Nécessité pour les missions diplomatiques établies en Haïti de se mettre davantage à l'écoute du peuple haïtien.
- Plaidoyer de fundraising au niveau de l'UE pour soutenir les communautés affectées par la crise d'insécurité alimentaire et la crise sanitaire du cholera ;
- Plaidoyer pour la création d'un fonds de développement pour Haïti afin de s'attaquer aux graves problèmes d'infrastructures et de gouvernance, une fois des élections libres organisées. Appui financier pour une reconstruction d'Haïti basée sur la justice.
- Plaidoyer contre les expropriations dans l'objectif de mettre en place de projet d'extraction de mines.

Personnes et organisations ayant apporté une contribution à la réflexion

Organisations ayant participé au sondage
Association des Paysans de Value (APV)
Résseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH)
Représentant en Haiti du Collectif Haiti de France (CHF)
Plateforme des Organisations Haïtiennes de Droits Humains(POHDH)
Organisation de Plaidoyer sur le Droit au logement (KAY LA)
KAY LA
Platfom Ayisyen pou Devlopman Dirab
Coordination Nationale Justice et Paix
ITECA
Fanm Deside Jacmel
Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR)
Coopérative agricole des Femmes Haïtiennes (COPAFA)
SKDK
Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen(TK)
Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen
Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen
Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen
Plateforme Association des Femmes Dévouées de Mont Organisé
Union Coopératives des Planteurs de Cacao du Nord-Est (IKOPKANE)
Plateforme agricole de Carice
Mouvman Peyizan Fanm Mengo/Kapotiy
Réseau des Femmes de Carice
Christian Aid Haiti
Konbit pou Ranfose Aksyon Lakay (KORAL)
CEFODEC/ La Victoire
Action Aid

Préparé par Colette Lespinasse
Correspondante de la COEH, 3 avril 2023

